

LE SOIR

Le Soir

Date: 25-02-2022
Page: 17
Periodicity: Daily
Journalist: Eric Deffet

Circulation: 49050
Audience: 444814
Size: 310 cm²



Maître architecte : il faudra patienter

La Wallonie réfléchit au modèle en vigueur en Flandre et à Bruxelles. Les experts ont évoqué leur expérience à Namur. Le gouvernement s'est fixé comme objectif d'agir avant 2024. Mais les priorités semblent ailleurs.

ERIC DEFFET

Un maître architecte pour la Wallonie? On parle depuis des années de cette personnalité qui stimulerait le développement d'une architecture de qualité et qui fixerait une vision de l'aménagement du territoire. La Flandre est passée à l'acte il y a plus de vingt ans et Bruxelles, il y a une décennie. La Ville de Charleroi a son « bouwmeester ». La France, les Pays-Bas ou le Danemark ont aussi mis en place des équipes et des procédures.

En Wallonie, le projet figure dans la déclaration de politique régionale de la majorité PS-MR-Ecolo. Mais les choses traînent. La cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles et l'institut culturel d'architecture ont donc voulu forcer le destin en réunissant ce jeudi au parlement de Namur architectes et urbanistes, experts et surtout responsables politiques.

Une urgence

Les contours de la fonction et les missions à confier au maître architecte restent à définir en théorie avant la fin de la législature. Il y a urgence, selon le maître architecte carolo Georgios Maillis: « Le débat est tardif. C'est la honte: tous nos voisins ont compris l'intérêt de cette démarche parce que la qualité du territoire permet le développement économique et écologique. »

Il est temps de dépasser l'évidente frilosité wallonne. L'urbaniste Paola Viganò livre le portrait du maître architecte idéal: « Une figure qui a une autorité, qui entretient des relations avec le pouvoir politique mais dispose d'une grande indépendance. »

Erik Wieërs, le bouwmeester fla-

mand, rassure avec humour les décideurs qui auraient encore des doutes: « Il ne faut pas avoir peur du changement. Le seul danger, c'est que la qualité de l'architecture et de l'aménagement du territoire s'améliore. »

En Wallonie, il y a clairement un *momentum*, selon Kristiaan Borret, son homologue bruxellois: les destructions liées à aux inondations et la nécessité de réfléchir à des reconstructions qui intègrent les dimensions sociales, économiques et surtout climatiques. Et cela, comme les experts l'expriment, en partageant l'espace, en produisant de l'innovation parce qu'il s'agit de « changer le monde », selon Paola Viganò.

Les politiques semblent plutôt convaincus. Avec des réserves de forme: « Si on met en place un maître

architecte, il faudra lui donner des moyens et réfléchir à la simplification des procédures », explique Christophe Collignon (PS), le ministre du Logement et des Pouvoirs locaux. « Travaillons avec les communes et évitons l'usine à gaz », ajoute Philippe Henry (Ecolo), en charge de l'énergie. Des doutes subsistent, c'est évident.

Le gouvernement régional s'est donné d'autres priorités depuis son installation en 2019: la mise en place d'une ambitieuse politique du « stop béton » et, bien sûr, les inondations de juillet qui se sont imposées à tous.

La solution viendra peut-être du modèle belgo-belge, ce qui serait cocasse: un maître architecte commun à la Wallonie et à la Fédération Wallonie-Bruxelles, suggéré par Bénédicte Linard (Ecolo), ministre de la Culture. Cela permettrait au passage de tirer vers le haut un marché essentiel, celui des bâtiments scolaires.



Les inondations offrent l'occasion de réfléchir au rôle du maître architecte, notamment pour reconstruire les écoles. © PHOTO NEWS.